

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Fameck

Un bain de fraternité

Intervention de Marcel Grégoire

JE vous dirai d'abord (et ce n'est pas, croyez-moi, une fleur de discours) toute la joie que j'éprouve à être à Fameck parmi vous aujourd'hui, dans un bain de fraternité de classe, une fraternité dont nous ne pouvons pas nous passer, dont nous avons tous besoin et qui est le pain quotidien du militant.

Je n'ai jamais ressenti une joie aussi forte qu'aujourd'hui, sans doute parce que nous sommes nombreux, bien sûr, mais parce que cette fraternité, cette communauté de volonté, cette communauté dans la solidarité, elle est au cœur d'un combat que je mène avec vous, camarades, depuis un certain nombre d'années mais surtout depuis un certain nombre de mois. Un combat difficile dont on ne risque de voir que les côtés négatifs et dont il va falloir (et on peut commencer à le faire aujourd'hui) tirer les éléments positifs qui permettront d'avancer.

Après avoir parlé de Fameck, « ville dortoir de 15 000 habitants », cité ouvrière montée il y a 30 ans par De Wendel pour les besoins de ses profits, notre camarade M. Grégoire rappelait les étapes successives des restructurations dans la sidérurgie et les luttes auxquelles elles donnèrent lieu.

On pourrait nous reprocher, bien sûr, de rappeler des mauvais souvenirs, mais, pour la classe ouvrière, il n'y a pas de mauvais souvenirs. Nous n'avons pas le droit d'oublier : nous avons été battus à Usinor-Thionville et, sans aucun doute, de nombreux travailleurs ont tiré la leçon d'Usinor-Thionville. Et en particulier ceux de Longwy étaient fermement décidés en décembre dernier à ne pas recommencer le coup de Thionville.

Au point où nous en sommes, sans vouloir faire un bilan de la lutte engagée ni tracer des perspectives immédiates, il faut tout de même faire un constat : c'est vrai que les travailleurs de Longwy se sont battus durement, comme jamais sans doute on ne l'avait fait dans la région depuis longtemps, c'est vrai que des travailleurs beaucoup plus isolés se sont battus aussi durement dans la vallée de la Fensch et dans la vallée de l'Orne. Et on s'est battu à Denain, on s'est battu à la Solmer, on s'est battu à Dunkerque mais il faut bien le constater, camarades, l'unification de la lutte n'a pas avancé depuis quatre mois. Face à un adversaire qu'il ne faut pas dénoncer comme le responsable de nos faiblesses (il n'est pas responsable du manque d'unité de la classe ouvrière dans sa lutte), il faut bien constater que le problème majeur, le problème capital pour les semaines qui viennent, c'est celui-ci : comment allons-nous avancer vers l'unification de la lutte. Est-ce que nous allons avancer rapidement vers une direction unifiée de la lutte des sidérurgistes de Marseille à Longwy. Je pense que c'est dans ce sens-là que nous allons tous essayer de travailler.

Suite page 3

JOURNEE DE SOLIDARITE ORGANISEE PAR LE PCML A FAMECK

Rencontres chaleureuses avec les sidérurgistes

La confiance dans la force et les possibilités de la classe ouvrière en sort renforcée

Voir page 3



Pendant le meeting à Fameck.

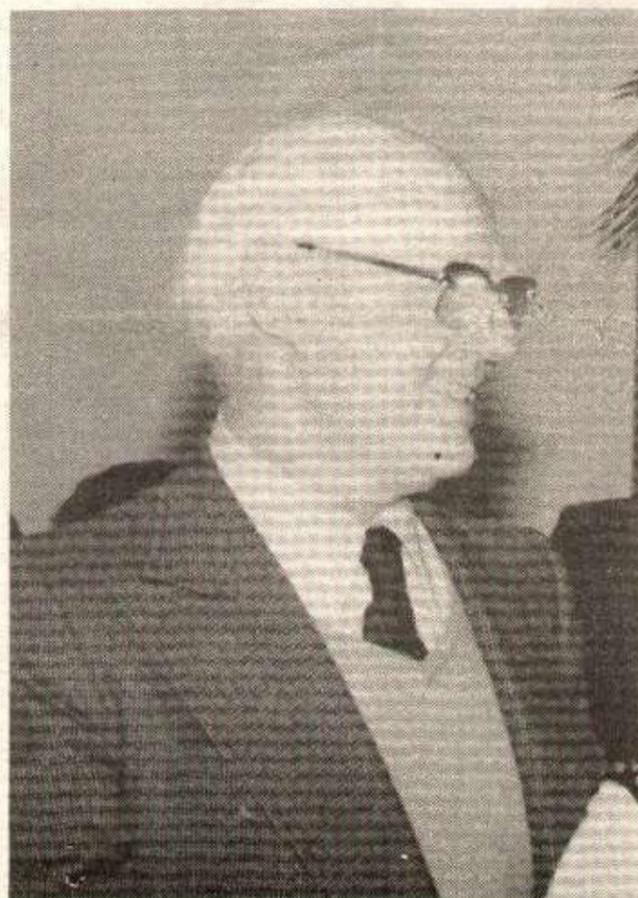
(Photo HR)

Charles Tillon : sur le PCF, l'URSS et l'Europe

Propos recueillis par Yannick Dagorn

CHARLES Tillon, ancien dirigeant de la révolte internationaliste de la mer Noire en 1919. Ancien commandant en chef du Comité militaire national des Francs Tireurs et Partisans français, pendant l'occupation nazie. Ancien membre du bureau politique du Parti communiste français. Odieusement écarté de ses fonctions dirigeantes par Thorez et Duclos en 1952 et arbitrairement exclu du PCF en 1970. Président fondateur de l'Association nationale des anciens combattants de la résistance, scandaleusement éliminé de ce titre par ordre des dirigeants du PCF.

Voir page 5



(Photo HR)

NORVEGE

Arrestations après l'attentat du 1er Mai



Ulf Andersen : son courage lui a coûté une jambe et une main



Le responsable Hans Peter Kyvig un dirigeant néo-nazi

U N nazi, élève-officier de 19 ans, a été arrêté après l'attentat qui a fait un blessé grave lors de la manifestation du 1er Mai à Oslo. Plus de 6.000 personnes avaient répondu à l'appel du *Faglig 1er mai* front, regroupement de syndicats et d'organisations dont l'AKPml, le parti communiste ouvrier marxiste-léniniste. C'est alors qu'elle s'ébranlait qu'elle fut attaquée par un groupe de néo-nazis et que l'un d'eux lança dans la foule des manifestants une bombe de fabrication artisanale.

Un membre du service d'ordre de la manifestation se précipita aussitôt sur l'engin pour l'éloigner de la foule et du public massé sur les trottoirs. C'est à ce moment que se produisit l'explosion. Ulf Andersen a eu la jambe et la main gauche arrachées par la déflagration.

L'attentat à la bombe

du 1er Mai, est, pour le moment du moins, le point culminant de la terreur fasciste contre les révolutionnaires et les progressistes norvégiens. En mars 1977, la librairie *Oktober* de l'AKPml fut dynamitée par des néo-nazis. Depuis lors, une dizaine de librairies rattachées à l'AKPml ont vu leurs vitres voler en éclats, ont été dynamitées ou incendiées. Dans un seul cas, deux nazis furent condamnés à de légères peines de prison.

Mais cette fois-ci, c'était un peu gros. Le premier ministre norvégien, Oddvar Nordli, a même été obligé de déclarer que cet attentat du 1er Mai ferait l'objet d'une discussion en Conseil des ministres.

Hans Peter Kyvig, le nazi arrêté, est un des dirigeants de l'organisation fasciste *Norsk Front*. De nombreuses personnalités syndicales et démocrates ont demandé l'interdiction de cette officine nazie.

S.F.

LE SALVADOR

Un peuple face à 14 familles

Le Salvador, bien qu'étant le plus petit pays d'Amérique latine, rassemble 4,4 millions d'habitants et connaît, de ce fait, une densité de population très élevée, à la limite du surpeuplement. Tout le pays est sous la coupe de 14 familles qui détiennent la majeure partie des richesses du pays. A côté de la cette oligarchie qui vit dans un luxe inouï, le peuple, lui, ne connaît que la misère et l'oppression. Les événements récents l'ont une nouvelle fois illustré.

L A grande richesse de ce pays réside dans l'agriculture. Un sol fertile, une modernisation très poussée, permettent d'obtenir des rendements très élevés. Les principales cultures sont le café (6e producteur mondial en 1976), le coton et la canne à sucre. L'industrie, quant à elle, ne rassemble que 10% de la population active et constitue une faible part dans le revenu national. Toutes ces richesses, ou presque, sont aux mains d'une oligarchie blanche formée de 14 familles qui, outre la terre et l'industrie, possèdent toutes les infrastructures du pays. A côté de cette minorité blanche qui profite de la relative bonne santé économique du Salvador (en comparaison à des pays voisins), le peuple, composé de métis (70%) et d'Indiens (20%), vit dans une misère noire.

Les revenus sont misérables : en 1970, 60% des Salvadoriens n'avaient pour vivre que 2 500 F par an. Ce sont avant tout des ouvriers agricoles qui composent la majeure partie du peuple : les peones, journaliers qui attendent les travaux saisonniers, et les colons, qui travaillent en permanence, toute l'année, sur les fincas (les grandes plantations).

Pour tous ceux-là, la viande est une partie des repas. Pour seurrir, quelques galettes de maïs et une poignée de haricots noirs.

Le taux d'analphabétisme y est très élevé : 75% de la population totale du pays.

De fait, la société salvadorienne réside dans ce contraste entre la misère extrême de l'immense majorité et une poignée d'individus qui possèdent tout, dirigent tout, contrôlent tout. Il est à noter que l'impérialisme américain est proportionnellement moins implanté dans ce petit Etat d'Amérique centrale que dans les autres pays voisins, bien que son influence se soit accrue ces dernières années.

Les 14 familles dirigent le pays par l'intermédiaire des militaires qui, depuis 1931, se succèdent au pouvoir.

DE LA REVOLTE D'IZALCO A AUJOURD'HUI

C'est en décembre 1931 à la faveur d'un coup d'Etat que les militaires prennent le pouvoir avec pour chef Martinez. Un mois plus tard, en janvier 1932, éclate la révolte d'Izalco. Des milliers de paysans, ouvriers agricoles, écri-

sés par la misère, se révoltent. Armés de leur machette, ils prennent d'assaut plusieurs villes qu'ils tiennent pendant quatre jours. Au quatrième jour, l'armée intervient : près de 20 000 insurgés sont assassinés.

Martinez est balayé du pouvoir en 1944, mais d'autres militaires lui succèdent, toujours liés soit par le sang soit par intérêt aux 14 familles. Durant les années 60, il y eut plusieurs tentatives de démocratisation. L'arrivée au pouvoir en 1972 du général Molina met fin à ces tentatives et remet en place un régime fasciste. Cinq ans plus tard, à la faveur de nouvelles élections, l'actuel président, le général Romero, prend la tête du pays au prix de plusieurs dizaines de morts.

En effet, si la Constitution salvadorienne prévoit des élections au suffrage universel tous les cinq ans, il est un principe plus fort encore qui est la fraude électorale. Mais, en 1977, le peuple était décidé à empêcher cette fraude pour que les fascistes ne puissent pas conserver le pouvoir. Contre le peuple qui se mobilise, l'armée répond par les armes : 150 personnes sont assassinées.

Malgré cela, le mouvement ouvrier, paysan et étudiant a continué de se développer.

4 MAI 1979 : LA PRISE D'OTAGES

Vendredi 4 mai, nouveau coup d'éclat. Le Bloc populaire révolutionnaire prend en otages les ambassadeurs de France et du Costa Rica ainsi que plusieurs autres fonctionnaires des ambassades concernées. Le BRP qui affirme avoir le soutien de syndicats et de diverses organisations de masse exige la libération de cinq des leurs, emprisonnés quelques mois plus tôt.

Le mardi suivant, alors que plusieurs centaines de personnes se rassemblent devant la cathédrale de San Salvador, la capitale du pays, l'armée est envoyée pour réprimer la manifestation. C'est la fusillade : 17 personnes au moins ont été tuées. Peu après, c'est une foule de milliers de personnes qui sont descendues, se sont rassemblées devant la cathédrale.

Vendredi dernier, c'était l'ambassade du Venezuela qui était occupée par les militants du BRP.

Malgré la libération de deux militants, sur les cinq exigés, le BRP a décidé de poursuivre et même d'intensifier son action.

Evelyne LE GUEN



Où va l'Albanie ?

Où va l'Albanie ? Cette question, qui ne se pose depuis les virulentes attaques des dirigeants albanais contre la Chine et contre Mao Zedong (1978), et surtout depuis le soutien d'Enver Hoxha au Vietnam dans son agression contre le Kampuchea démocratique !

Ces derniers temps, l'Albanie a sensiblement développé ses rapports commerciaux avec d'autres pays — qui ne sont pas membres du Pacte de Varsovie — ce qui est positif. Mais cela ne saurait faire oublier les nombreuses convergences établies publiquement avec l'URSS.

Récemment, les relations commerciales de l'Albanie avec la Yougoslavie se sont développées de façon positive. Les dirigeants albanais viennent d'accepter la proposition, avancée depuis longtemps par les Yougoslaves, de construire une ligne de chemin de fer reliant les deux pays. Ce sera la première ligne reliant l'Albanie à l'étranger. Un accord sur la fourniture d'énergie électrique albanaise à la Yougoslavie a aussi été conclu.

RELATIONS COMMERCIALES DIVERSIFIÉES

Par ailleurs, selon un journal ouest-allemand, l'Albanie s'efforce de diversifier et de développer ses relations avec des pays capitalistes développés et avec des pays du tiers monde. Elle a déjà participé à des foires commerciales en Autriche et en Allemagne de l'Ouest. Et cette année, elle doit avoir un pavillon dans les foires prévues en Italie, au Portugal, en Belgique, en Grèce, au Japon et en Argentine.

Ce sont là des faits positifs, même s'ils sont limités au domaine des relations commerciales.

Mais il faut remarquer qu'ils sont en contradiction avec les paroles des dirigeants albanais. N'accusent-ils pas, par exemple, la Chine, de s'ouvrir au monde ? Ne dénoncent-ils pas les accords passés par la Chine « avec le capital monopolistique auquel elle a ouvert les portes des secteurs de l'économie chinoise » ?

Au fond, les dirigeants albanais font, en partie, ce qu'ils reprochent à la Chine. Ils n'arrêtent pas de dénon-

cer le « militarisme revancharde ouest-allemand » — mais ont quand même été présents à la foire de Francfort. Ils n'ont pas de mots assez violents pour dénoncer les relations d'Etat à Etat de la Chine avec le Chili — mais veulent avoir un pavillon à la foire de Buenos Aires, et chacun sait que le régime intérieur argentin...

Surtout, ces relations positives développées par l'Albanie avec d'autres pays du monde, dans la pratique, ne sauraient faire oublier les différentes prises de position récentes des dirigeants albanais, qui correspondent sur bien des points avec les positions soviétiques.

CONVERGENCES AVEC L'URSS

Ainsi Hoxha comme Brejnev s'en prennent violemment à un prétendu « expansionnisme belliciste chinois ». L'un comme l'autre ont traité le régime indépendant du Kampuchea démocratique de « fasciste » et ont soutenu l'agression vietnamienne contre ce pays. L'un comme l'autre ont accusé la Chine d'« agression militaire » quand elle a riposté aux provocations vietnamiennes. L'un comme l'autre entraînent dans la boue le leader de la révolution chinoise, Mao Zedong.

Ce sont là des convergences non seulement en paroles, mais aussi dans les faits. Et elles révèlent bien la pente dangereuse sur laquelle les dirigeants albanais se laissent glisser de par la logique de leurs attaques anti-chinoises.

J.S

Journée de solidarité organisée par le PCML à Fameck

Rencontres chaleureuses avec les sidérurgistes

La confiance dans la force et les possibilités de la classe ouvrière en sort renforcée

« **U**NE journée comme celle d'aujourd'hui eût été totalement impensable il y a un certain nombre d'années, il y a, ne serait-ce, que deux ans. Je n'ai jamais vu autant de militants aboutir, par leur pratique, à se poser un certain nombre de questions que se posent tous les camarades du Parti communiste marxiste-léniniste ».

C'est ainsi que notre camarade Marcel Grégoire appréciait, non sans émotion, cette journée. Et ils étaient nombreux, en effet, les militants venus au centre social de Fameck, en plein quartier ouvrier, pour discuter pour savoir mieux « comment contribuer, comment travailler à unifier la classe ouvrière ». Des militants pleins d'expérience, de Longwy ou de Denain, d'Usinor ou de Sacilor, de la Sotracomet ou d'autres entreprises, en lutte ou non, de toute la France, du Nord, comme ceux de la Sado de Dunkerque, ou du Sud comme ceux de la Navale de la Ciotat.

Des militants de la classe ouvrière, Français et immigrés : que de liens créés ou consolidés dans cette journée ! Que d'idées communes confrontées, renforcées, dans les forums animés et fraternels : sur la sidérurgie, sur la solidarité, sur les jeunes, sur l'unité Français-immigrés !

L'unité : problème partout présent, cette arme qu'il faut reconstruire, indispensable pour les succès à venir. Un chemin long et difficile à parcourir. Mais ces quelques pas, certes bien limités, à la mesure des forces de notre parti, parcourus à l'occasion de cette journée, comme des précédentes à Denain et Dunkerque, ces quelques pas ne sont-ils pas de nature à affermir notre marche, la marche de la classe ouvrière vers son unité ? Sans fausses illusions, mais sans défaitisme, conscients des difficultés, mais aussi des richesses immenses sur lesquelles on peut s'appuyer dans l'expérience de la classe ouvrière, c'est certainement renforcés dans leur confiance dans l'avenir que tous les participants sont repartis vers de nouvelles étapes de la

lutte, vers de nouvelles étapes sur le chemin de l'unité. Dans les rencontres avec les sidérurgistes dans leurs quartiers à Longwy, dans la visite des foyers Sonacotra (après le couscous de l'amitié) dont les résidents sont en grève des loyers pour payer moins cher des chambres de 4 m2 pour lesquels on exige d'eux 270 F par mois, durant les forums dont nous rendrons compte dans nos éditions prochaines, c'est sur ce chemin de l'unité que nous avons tous eu le sentiment d'avancer.

A travers tous ces moments denses et chaleureux, où la solidarité s'est exprimée de manière vivante et concrète (y compris en collectes et pétitions recueillies dans des entreprises), c'est sur le chemin de liens de classe construits dans la lutte que nous nous sommes retrouvés et que nous nous retrouverons encore demain, dans les batailles qui continuent et celles qui viendront.

Gilles CARPENTIER

Dans les quartiers de Fameck

Des larmes et des rires

FAMECK

Un bain de fraternité

Intervention de Marcel Grégoire

(Suite de la page 1)

Le danger, bien sûr, c'est de tomber dans le pessimisme, de dire « mais alors, c'est foutu » et de tomber dans le découragement. Or, c'est précisément aussi pour cela que nous sommes ici aujourd'hui, non seulement pour affirmer notre solidarité aux sidérurgistes, mais aussi pour voir ensemble qu'est-ce qu'on peut faire dans la branche où nous sommes pour que ça cesse, pour que la classe ouvrière retrouve enfin des perspectives (...)

La classe ouvrière apparaît de plus en plus comme éclatée, comme désarmée, privée de ses perspectives de classe. Et c'est à ça que nous devons travailler, là où nous sommes, dans les syndicats où nous sommes. Je pense que ce n'est pas un acte de foi, c'est un résultat de l'observation, il y a d'énormes possibilités, rien que ce qui s'est passé à Longwy (souvenons-nous de ce qui s'est passé à Denain).

(...) Quand on voit, par exemple (je pense aux camarades de la Sotracomet qui tiennent depuis un certain nombre d'années, qui ne se sont jamais découragés et qu'on retrouve partout dans les luttes environnantes avec lesquelles ils se sont toujours solidarisés), quand on constate l'énergie incroyable, qui paraissait impensable, avec laquelle nos frères immigrés se battent dans leur foyers contre la Sonacotra, contre l'exploitation, contre la répression, malgré les immenses difficultés matérielles qui sont les leurs, eh bien je pense qu'on n'a pas le droit de désespérer de la classe ouvrière et que toutes les possibilités sont permises pour aller de l'avant.

Dans les contacts que nous avons eus ce matin, avec les travailleurs de Longwy, on sent que certains travailleurs ressentent l'absence d'une unité de lutte, l'absence de ce que certains appelleraient un état-major, l'absence d'un cerveau collectif. Et ça, tous les travailleurs le ressentent. Eh bien, je pense que ça doit être notre obsession. Pour nous, militants communistes marxistes-léninistes, notre tâche historique, elle est claire, elle est de refaire (et on veut le refaire avec vous) ce cerveau collectif dont la classe ouvrière est privée et qui l'empêche de mener les grandes batailles qui sont les siennes et d'obtenir les grandes victoires qu'elle mérite et qu'elle obtiendra. C'est à ça qu'il faut travailler. Faire surgir dans nos luttes, patiemment, dans nos syndicats, cette unité de pensée, de pratique, qui se moque des intérêts étrangers à la classe ouvrière, qui ne prend en compte que les besoins de la classe ouvrière, eh bien, moi, je vous le dis, camarades, même si vous n'êtes pas avec nous au PCML, si nous avons cette passion de l'unité, idéologique, et même plus tard politique, eh bien, nous nous retrouverons, nous nous rapprocherons de plus en plus et nous fusionnerons un jour dans un instrument que la classe ouvrière reconnaîtra comme le sien et qui lui permettra de repartir vers l'avant !

« **C'**EST surtout pour les jeunes que ça fait mal, très mal ». Une

phrase souvent répétée par les ménagères et les travailleuses que nous sommes allées voir dimanche matin dans un quartier de Fameck. « Pour les jeunes filles, par exemple, il n'y a plus que la faïencerie Gillet et les supermarchés ».

La rage au cœur, le désespoir, le désarroi, la révolte : elles nous ont tout dit avec des yeux remplis de larmes, avec des clins d'œil complices et rieurs aussi, quand l'un d'entre nous propose de mettre le gros Barre au SMIC, histoire de lui apprendre.

Elles nous ont expliqué comment, si la sidérurgie fout le camp, tout fout le camp : les familles disloquées, éparpillées dans toute la France. La vie qui s'en va : plus besoin de garagiste, de pharmacien, de boulanger.

« Mais les perspectives de la lutte alors ? ». Sombre est l'avenir pour elles toutes, mais elles ont aussi la conviction que ça doit déboucher : « Il faut que le gouvernement nous écoute, sinon c'est la révolution, on en était à deux doigts ici, il fallait voir les jeunes avec des carabines, des boules », « Mais il n'y avait pas que des jeunes ? », « Non, des hommes, des retraités, des femmes, il fallait y aller ».

« Alors, comme ça vous êtes de Paris ? ». « Oui, et de Reims et d'ailleurs pour apprendre auprès de vous ». « Je vous souhaite un bon dimanche, je penserai à vous pendant la journée ». « Merci, tenez, c'est le journal du PCML, l'Humanité rouge ».

Nathalie VILLOTIERS

L'arme de l'unité

Intervention de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML

Voici l'intervention de notre camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du parti, intervention qu'il commença par un salut en langue arabe aux nombreux travailleurs immigrés, en particulier maghrébins présents au rassemblement.

LES travailleurs maghrébins immigrés qui vivent en France appartiennent à des peuples qui ont été victimes du colonialisme autrefois. Et aujourd'hui, ils sont encore exploités par le capitalisme français.

La langue française leur est imposée mais leur langue, la langue de leurs mères, de leur patrie respectives, c'est l'arabe ou le berbère. Par quelques mots mal prononcés en arabe, nous communistes marxistes-léninistes, nous avons voulu témoigner à nos frères, les travailleurs immigrés, toute notre considération, tout notre respect, toute notre solidarité.

Ceci dit, c'est toute la classe ouvrière de notre pays, travailleurs français et immigrés, et en premier lieu les sidérurgistes, qui subissent en ce moment l'agression du pouvoir, de la bourgeoisie, du patronat. Il n'y a pas eu d'offensive de la classe des exploités plus violente, plus planifiée, plus cynique depuis cinquante ans, si l'on excepte la sinistre et sombre période de l'occupation nazie.

Le PCML n'est pas venu en Lorraine pour donner des conseils. Au contraire, il est venu pour écouter, pour connaître les sidérurgistes. Et la raison première de ce rassemble-

ment national ouvrier, comme vous l'avez constaté, a été de donner la parole aux travailleurs, à tous les travailleurs.

Et de permettre que de nombreux travailleurs venus de loin expriment leur active solidarité politique, syndicale et matérielle aux sidérurgistes.

La lutte est difficile, dure, très dure pour les sidérurgistes, pour les travailleurs licenciés ou menacés de licenciement.

Le PCML est d'avis que seule la lutte, une lutte résolue et prolongée si nécessaire, peut repousser l'agression du patronat et du gouvernement.

Mais il y a un grave danger à surmonter et il y a une arme à utiliser.

Ce danger, c'est de perdre confiance. La classe ouvrière vaincra si elle ne sous-estime pas ses propres forces. Car si elle recourt à l'arme de l'unité, ses forces sont alors décuplées et deviennent efficaces. Voilà pourquoi dans ce rassemblement, le PCML ne lance, ne lancera pas une seule attaque, une seule critique qui pourrait diviser les travailleurs. Notre mot d'ordre c'est tous ensemble et en même temps ! Tous ensemble, par delà nos différences, camarades des partis de gauche, comme de notre Parti communiste marxiste-léniniste, de la CGT, de

la CFDT, syndiques ou non-syndiqués !

Nous disons aussi : *Classe contre classe ! C'est-à-dire classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste !*

Il n'y a pas d'autre voie ! Que notre rassemblement éveille les initiatives de tous les partis, de tous les syndicats, de tous les travailleurs.

Les patrons et le gouvernement sont unifiés pour exploiter, aggraver, licencier les sidérurgistes et travailleurs d'autres corporations. Opposons leur l'unité de classe des travailleurs, l'unité d'action et de lutte de la classe ouvrière. Organisons dans toute la France la solidarité de classe avec tous les licenciés et ceux qui sont menacés de licenciement !

Tous pour un et un pour tous ! Denain, Dunkerque, Longwy, Fos-sur-Mer, solidarité !

Camarades ! Emprisons nous de l'arme décisive pour organiser la résistance aux entreprises du patronat et au pouvoir et finalement pour remporter la victoire contre les mesures ignobles de la bourgeoisie. Recourons à la force de l'Unité.

Unité à la base et dans l'action !

Unité de tous les travailleurs !

Français-immigrés, mêmes droits, même combat !

Unis, les grévistes des foyers Sonacotra vaincraient !

Unis, les sidérurgistes et tous les autres travailleurs en lutte vaincraient !

AU JOUR LE JOUR



23e CONGRES DU PCF

Roland Leroy écarté du secrétariat

Un réajustement aux conséquences complexes

Le 23e congrès du PCF s'est terminé dimanche par l'élection des organismes dirigeants : Comité central, Bureau politique, secrétariat. Divers changements sont intervenus dans la composition de ces organismes. L'un des plus remarquables est sans doute la rétrogradation de Roland Leroy du secrétariat. Il était, on le sait, l'un des plus fervents partisans de la fermeté à l'égard du PS. Nous aurons l'occasion dans nos prochaines éditions de revenir sur notre appréciation d'ensemble du 23e congrès. Mais essayons ici d'apprécier, sans toutefois tomber dans une personnalisation abusive des différents courants internes au PCF, la signification d'une telle rétrogradation.

LA stratégie entérinée par le congrès du PCF consacre un alignement plus grand sur l'URSS mais, sans pour autant, toutefois, fermer la porte à certaines critiques partagées par les partis que l'on a coutume d'appeler « euro-communistes », même si elles sont au PCF particulièrement tempérées dans le cadre du fameux « bilan

globalement positif ». La stratégie du 23e congrès consacre aussi la priorité donnée au renforcement du PCF sans pour autant remettre en cause la stratégie de l'Union de la gauche et de l'alliance avec le PS.

DES COURANTS CONTRADICTOIRES

Le réajustement de la stratégie de l'Union de la gauche après l'échec du Programme commun s'est trouvé contesté par différents courants. Certains, comme Elleinstein, proposaient une alliance sans condition avec le PS au risque d'aboutir à renforcer ce dernier parti au détriment du PCF. Ce courant qui allait aussi à l'encontre de l'appréciation globalement positive de l'URSS a été l'une des cibles principales de la direction du PCF. Mais le réajustement qui a triomphé au congrès a dû se heurter aussi à un courant qui, dans une certaine mesure au moins, remettait en cause le processus suivi dans la



Marchais, Séguy et Grémetz qui vient d'entrer au secrétariat. Des personnages clés.

stratégie d'alliance avec le PS au risque d'aboutir à ce que le PCF s'isole et se marginalise sur le plan électoral.

UNE SITUATION COMPLEXE

C'est fort probablement ce courant qu'incarne peu ou prou Leroy, entre autres; courant allant de pair avec un alignement encore plus marqué sur l'URSS que celui de l'orientation qui a triomphé.

On peut d'ailleurs constater que le retrait de Leroy du secrétariat contraste par contre avec la montée au bureau politique de Juquin qui, il y a deux ou trois ans, avait participé à un meeting avec le dissident soviétique Plioutch; et de Le Guen, numéro trois de la CGT, très favorable à la ligne du 40e congrès de la CGT et donc proche de Séguy. Comme on le voit, une situation complexe sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

Henri MAZERAU

A propos de la délégation tchécoslovaque

Husak, digne du mépris et de la haine du peuple

Au congrès du PCF qui vient de se terminer, une délégation tchécoslovaque était présente, qui représentait le parti de Husak. Qui est donc Husak, secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque depuis 1969 ?

HUSAK, 66 ans, a adhéré au parti en 1933. Il a joué un rôle important lors de l'insurrection nationale slovaque de 1944. Arrêté en 1951, avec nombre d'autres dirigeants communistes, il est resté neuf ans en prison. Libéré en 1960, il est réadmis au parti en 1963.

Pour Husak, le Printemps de Prague (1968) représente une occasion d'accéder à des responsabilités importantes. Il soutient à fond Dubcek et devient vice-premier ministre.

Le 21 août 1968, il condamne l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques et déclare : « Jamais, je n'abandonnerai Dubcek ! ». Mais, en réalité, il manœuvre et joue sur les deux tableaux.

D'un côté, Husak se fait élire au Comité central par le congrès du parti réuni à la barbe de l'occupant; il se fait aussi élire secrétaire de la branche slovaque du parti, à la place du kollabo Bilak. Mais, de l'autre côté, il accepte le diktat de Moscou, il condamne la tenue du congrès clandestin et dénonce ceux qui veulent résister à l'occupant.

Le Kremlin va s'appuyer à fond sur le talent manœu-

vrier de Husak et sur ses ambitions personnelles. Il le trouve plus utilisable que des kollabos trop marqués. En avril 1969, il le fait élire premier secrétaire en remplacement de Dubcek.

Entériner l'occupation et faire avancer la normalisation, voilà la mission pour laquelle Husak a été gratifié du poste de premier secrétaire ! Et il l'a accomplie, sans aucun scrupule, en déclenchant dans tout le pays un climat de répression, de délation et de terreur policière, en excluant du parti des centaines de milliers de communistes — dont des dizaines de dirigeants. Il l'a accomplie au mépris de la volonté du peuple tchécoslovaque qu'il essaye de baillonner.

Aux élections de 1971, à l'occasion desquelles il déclencha une vague d'arrestations, il fut pourtant l'un des candidats de la liste unique à recueillir le plus de suffrages négatifs.

Et ce monsieur serait un communiste ? Non !

Gustav Husak n'est qu'un manœuvrier, un carriériste, un politicien sans scrupules, parfaitement digne de la haine et du mépris que lui témoigne l'immense majorité du peuple tchécoslovaque.

J5

« Elles voient rouge »

La contestation dans le PCF revêt des formes différentes. Quelques militantes communistes se sont regroupées; elles viennent de créer un journal « Elles voient rouge » : « Devant la carence de l'information à l'intérieur du parti et l'absence d'un outil collectif de réflexion, nous pensons qu'un journal dirigé d'une manière autonome par des femmes communistes est indispensable ».

CES « dissidentes » luttent sur deux points précis : l'attitude du PCF et les mouvements de femme, la position du PCF vis-à-vis de l'oppression, de l'exploitation bien spécifique des femmes.

Elles ne tolèrent pas l'attitude récupératrice de leur parti envers les mouvements féminins : « Le PC a pris la question des femmes en marche. Souvenez-vous des positions de Jeannette Vermeersch au moment des débats sur la pilule, son rapport était scandaleux ».

Elles n'admettent pas non plus que le PC s'autoproclame, en 1976, « le parti de la libération des femmes » après un rapport de Madeleine Vincent au Comité central, alors qu'il ne soutenait ni n'impulsait les revendications des femmes.

C'est donc pour ces raisons qu'elles se sont regroupées horizontalement, fractionnellement dans leur parti. Si elles veulent limiter le champ de leur contestation, le fait même de remettre en cause une partie de la ligne politique du PC les

entraîne à reconsidérer et les perspectives globales que propose le PC et la démocratie dans le PC : « Le parti est un outil pour changer la société et il n'y a pas de défense de la classe ouvrière sans organisation politique ».

Cependant elles notent par ailleurs que « le Parti, tel qu'il est, est bien mal barré pour opérer ce changement social ». Elles répondent à l'argument du PC : « La lutte des femmes diviserait la classe ouvrière », qu'« admettre que l'oppression de la femme par l'homme est une réalité; c'est reconnaître que la lutte contre cette oppression loin de diviser le mouvement révolutionnaire ne pourra que le faire progresser ». Enfin, elles soulignent la position de la direction du PCF à leur égard : « Il arrive que des femmes viennent nous dire : "les féministes dans le Parti, c'est bien" elles pensent que la direction est d'accord. Quand elles s'aperçoivent du contraire, elles sont souvent étonnées ».

NV

HOPITAL DE MONTREUIL

Pierre Lamy, notre camarade, est en prison, pourquoi ?

Communiqué de la section CGT de l'hôpital de Montreuil.

LE 23 mars, que s'est-il passé à Paris ? Le centre hospitalier intercommunal de Montreuil, comme des centaines d'entreprises, se trouvait à la manifestation, organisée le 23 mars, pour la défense de l'emploi. Déjà notre hôpital menait des actions, notamment par rapport aux effectifs et d'autres revendications se rapportant au CHI de Montreuil. C'est ce jour-là, le 23 mars, que notre camarade Pierre Lamy fut, comme beaucoup d'autres manifestants, arrêté par la police l'accusant de coups et violences à agent. Lors

de cette manifestation, beaucoup de gens ont été injustement incarcérés et condamnés, ce qui a permis au gouvernement de remettre en cause les libertés syndicales, le droit de grève, le droit de manifester.

Cette attaque contre nos droits et libertés fondamentales est inadmissible dans un pays qui se dit libéral et démocratique. Maintenant, cela suffit. Assez de prises en otages. Il faut libérer notre camarade Pierre Lamy sans aucune condamnation et lui rendre son emploi qu'il a perdu à cause de son arrestation arbitraire. Il doit passer devant la chambre d'accusation, mardi 15 mai à 9 heures pour sa demande de mise en liberté provisoire.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Jaroslav Sabata en prison jusqu'en 1981

CONDAMNÉ jeudi à rester en prison jusqu'en janvier 1981, Jaroslav Sabata, ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, a dit juste avant le verdict : « Sans égard pour la décision du tribunal, je continuerai après ma mise en liberté à adopter la même attitude. C'est une question de conviction personnelle ».

L'avocat de Sabata lui aussi condamné

MAITRE Joseph Danisz, l'avocat de Jaroslav Sabata et d'autres signataires de la Charte 77, déjà rayé du barreau, a été lui aussi condamné à trois mois de prison avec sursis pour « insulte à magistrat » : il avait simplement pris la défense de ses clients et dénoncé les brutalités dont ils avaient été victimes dans les commissariats.

ALLEMAGNE DE L'EST

Havemann libéré

LES autorités est-allemandes ont mis fin, mercredi dernier, à la surveillance autour de la résidence de R. Havemann, dissident incarcéré chez lui depuis plus de deux ans et demi. Il peut maintenant se déplacer librement en RDA. C'est là une victoire due à la fois à sa ténacité, à sa volonté de ne pas se laisser intimider et aussi au mouvement de solidarité qui s'était développé en sa faveur.

DANS L'ACTUALITE

USINOR-MARDYCK

Lock-out, répression et aujourd'hui, mort d'un ouvrier

Dunkerque, correspondant

JEUDE après-midi, au secteur étamage, en fin de poste, un jeune travailleur de 25 ans, à la veille de partir en congés, trouve la mort, la tête écrasée entre deux bobines pesant chacune dix tonnes.

Aussitôt, la ligne est à l'arrêt. De suite, des délégués CGT sont auprès du travailleur de l'étamage et relèvent toutes les conditions de l'accident, en prenant des photos témoins : « C'est clair, c'est une conséquence directe de la surexploitation de l'accélération des cadences ».

Des bobines, il y en a partout, à ne plus savoir où les mettre. Un pont roulant les dépose sur deux bouts de bois. Rien pour les fixer, elles sont en équilibre instable. L'une d'elles est mal stabilisée. L'un des deux ouvriers chargé d'enrouler la bobine d'une mince feuille de tôle veut l'éviter mais il est coincé entre deux bobines et c'est l'accident mortel.

Pour travailler, il devait se tenir accroupi dans un espace d'à peine 60 cm ! Il faut produire, produire pour rattraper le profit perdu pendant le lock-out et encore une fois au prix d'une vie d'homme. Sur cette ligne, il y avait huit

bobines, alors que le nombre maximum pour travailler dans des conditions portables est de 6. Et déjà, les travailleurs de ce secteur sur leur cahier de revendications exigeaient des cadences moins élevées.

A l'usine, les travailleurs sont très choqués par cette mort d'un des leurs. Le capitalisme fait vraiment trop de mal. Ça ne peut plus durer.

La ligne est à l'arrêt : les gars sont sur place pour vérifier qu'on ne touche à rien, car les travailleurs savent bien ce qui se passe dans ces cas-là : la direction fait porter la responsabilité de l'accident aux travailleurs eux-mêmes, par négligence, par faute professionnelle, etc.

Déjà, elle commence à dire qu'il n'aurait pas dû se trouver là. Mais les travailleurs veillent et la présence immédiate des délégués après l'accident ne permettra pas à la direction de falsifier les circonstances de l'accident. Ce sont les conditions de travail et la sécurité qui sont mises en accusation.

Licenciements, répression, conditions de travail telles qu'un jour ou l'autre c'est l'accident : sauvage brutalité du patronat. La rage au cœur pour les travailleurs.

FOS-SUR-MER

De nouveau le lock-out à la Solmer

Fos sur Mer, correspondant

APRES la levée du lock-out qui avait duré en moyenne trois semaines (tous les services n'ayant pas été lock-outés en même temps), la direction de Solmer pensait bien qu'elle allait faire reprendre le travail sans trop de problème et que les revendications des travailleurs seraient enterrées (notamment la principale, 300 F d'augmentation).

Mais les événements ne se sont pas déroulés comme elle le prévoyait. Les travailleurs ont commencé la grève sur plusieurs secteurs. Lundi 7 mai, le haut fourneau No 2 redémarrait et la direction devait payer les salaires des travailleurs présents mais qui ne produisaient pas puisque la première fonte qui sortait, était inutilisable. Et lorsque la première coulée utilisable

est sortie — vendredi 11 à 2 heures — les aciéristes se sont mis en grève, empêchant ainsi la transformation de la fonte en acier et obligeant la direction à jeter la fonte au feu, à mesure qu'elle sortait du haut fourneau.

Les trois postes ayant fait grève à l'aciérie, la direction a mis sa menace à exécution. Vendredi 11 à 17 heures, la direction a donc annoncé qu'elle lock-outait pour la deuxième fois l'ensemble du personnel, le soir même à 21 heures. Aussitôt plusieurs ateliers ont manifesté leur solidarité avec ceux de l'aciérie et se mettant eux-mêmes en grève pour protester contre la décision de lock-out.

Les travailleurs sont plus décidés que jamais à obtenir la satisfaction des revendications et l'arrêt de la procédure de licenciement engagée contre deux délégués, CGT (Serge Dhes) et CFDT (Claireau).

Charles Tillon : sur le PCF, l'URSS et l'Europe

Propos recueillis par Yannick Dagorn

Y. Dagorn : Dans votre dernier livre « On chantait rouge » (page 555), vous parlez de l'URSS comme de l'« impérialisme soviétique ». Pensez-vous que, comme elle l'a fait en Tchécoslovaquie, l'URSS soit capable d'autres interventions, dans des pays du tiers monde ou en Europe ?

Charles Tillon : Sur la situation internationale, je n'ai guère de moyens qui me permettent une réflexion de grande valeur. J'ai appris la politique — et aussi un peu de littérature — en lisant sur le pont d'un croiseur. Comme marin. Je regardais au large, le plus loin possible. Mais il fallait aussi se méfier des sous-marins... De même, aujourd'hui, j'essaie de regarder du plus loin possible.

L'empire soviétique est une forteresse — avec un état-major unique, qui ne sert que quelques hommes. Quelqu'un a dit — et ce n'est pas idiot — que Staline a fait toute la guerre autour de sa mappemonde. En fait, les maîtres du Kremlin reçoivent des renseignements de tous leurs agents du monde entier. Leur échiquier, c'est le monde entier. Aujourd'hui, c'est sur le Moyen-Orient qu'ils concentrent leurs regards.

Partout où ils peuvent envoyer un pion, ils le font. Ils cherchent à avancer partout, sous couvert de la révolution mondiale en marche. Ils font comme Napoléon en Pologne. Il portait la Constitution républicaine dans sa poche — mais l'idée d'en appliquer quelques principes ne lui vint jamais.

Y. Dagorn : Pour nous, cette politique porte un nom : c'est du social-impérialisme.

Charles Tillon : En réalité, ils tentent de créer dans le monde des conditions d'une peur munichoise ou les conditions d'une guerre civile qui leur serait favorable.

Y. Dagorn : Pensez-vous que, dans ces conditions, une guerre mondiale soit possible ?

Charles Tillon : Un régime comme celui de l'URSS peut y penser, ne serait-ce que pour survivre. Ils peuvent y penser sur l'Europe, dans la perspective d'une victoire rapide. Ils peuvent y penser pour échapper à leurs problèmes intérieurs. Ils ne peuvent pas se contenter de la paix. Ils vivent donc avec l'esprit de la guerre, tout en parlant plus que tout autre de paix.

Tout, pour eux, est con-

sidé en moyens tactiques, toujours au service d'une seule stratégie. Voyez l'exploitation des mers. Tout en pêchant et en ruinant les fonds de la mer, ils accumulent les stocks les plus énormes possibles comme pour un siège, réserves immenses en prévision d'un conflit où ils devraient pouvoir couper toutes les routes maritimes...

Cet état-major de forteresse qui rêve de conquérir le monde vit dans cette hantise : « Comment être militairement les plus forts ? », aux dépens de leur économie, de leurs peuples — avec leur régime qui est un véritable bagne.

Y. Dagorn : Mais que faire contre l'« hébétéde munichoise » qui menace une partie des médias ?

C. Tillon : Pour l'Europe, la France est un des points les plus faibles. C'est pourquoi la question du parlement européen a une grande importance. Giscard a raison, en tant que chef de l'Etat, de vouloir construire l'Europe.

C'est une idée progressiste, l'idée d'un Parlement européen élu, si les élus tiennent informée et alertée l'opinion démocratique. Notons que pendant ce temps, Marchais découvre une Allemagne fasciste : mais le naïf ne savait rien en 1942 d'une Allemagne où il travaillait chez Messerschmitt.

Y. Dagorn : On a pu noter ces derniers temps une certaine démarcation de quelques PC d'Europe par rapport à l'URSS. Pensez-vous que cette démarcation soit réelle ?

C. Tillon : Le socialisme à la russe, produit de la « dictature du prolétariat », s'est dévalué considérablement et n'est plus présentable. Le socialisme de l'URSS n'est plus une promesse.

De là pour le PC l'obligation de dire qu'on n'approuve pas tout. Mais, sauf pour les naïfs, le PC reste lié à l'URSS. Et s'il y avait des bouleversements internationaux, le PC serait à fond avec l'URSS. Il n'a d'ailleurs jamais cessé d'entretenir avec elle des liens qui lui permettent toujours de vivre au-dessus de ses moyens.

Ça ne peut plus se passer comme autrefois. On grossit l'ambassade soviétique, on lâche un peu la bride aux PC européens, l'URSS a été contre l'eurocommunisme jusqu'au moment où ils ont domi-



Charles Tillon, en 1919 au moment de la révolte de la mer Noire (photo extraite du livre de Charles Tillon : « On chantait rouge »)

né le problème.

Un mot sur la question posée depuis 27 ans par le procès Marty-Tillon. Pour Marchais, « il n'y a jamais eu de procès ». Mais je puis vous assurer que ce n'est pas l'avis de l'ambassade soviétique.

Y. Dagorn : Depuis mars 1978, se développe dans le PCF ce qu'il est convenu d'appeler « une crise ». Quelle est d'après vous la nature de cette crise. Pensez-vous qu'elle soit profonde ?

C. Tillon : Il y a une certaine démocratie dans les cellules. Mais dans le Parti communiste il y a des cadres qui surveillent tout. Les hommes sont les cellules ; les barreaux commencent à la section. Si on choisit bien le comité de section, on ne risque rien. L'essentiel pour eux, c'est d'avoir des cadres qui soient d'accord.

Je me suis réjoui quand j'ai vu qu'il y avait 3 000 signatures. Les gens se sont exprimés : « On est des cons. Rompre l'union de la gauche si près du but ! ». Oui, dans le PC, ils y croient. Surtout que les socialistes acceptaient tous les coups de pieds dans le cul.

La rupture ne pouvait pas ne pas avoir de contre-coups profonds. Contre la contestation, ils ont utilisé la vieille tactique de la récupération. Les 3 000, qu'est-ce qu'ils sont devenus ?... Cette opposition aujourd'hui se restreint aux intellectuels. Eux, c'est leur métier de discuter. Et puis : « On va tous discuter pour préparer le congrès. »

Ainsi, les dirigeants du PC récupèrent l'essentiel. Bien sûr, certains répondront avec leurs pieds. Ils perdent des électeurs, ils perdent des effectifs. A vrai dire, ils sont en position d'en perdre, ils l'acceptent. Mais ils en regagneront, espèrent-ils, en luttant contre l'Europe. Ils en regagneront avec leur nationalisme de marchands de pinard !

Y. Dagorn : Contre l'Europe... aux côtés des gaullistes ?

C. Tillon : Ils vont se retrouver avec ceux de Chirac. Pour la défense du Rhin contre l'« étranger ». Mais le PC pourrait encore le devancer en proposant de reconstruire la ligne Maginot pour résorber le ciomagé !

Peugeot-Loire à Pont-de-Roide

Grève des heures supplémentaires

Havdaincourt, correspondance.

L'USINE de Pont-de-Roide qui emploie 900 personnes faisait partie du groupe Acier-outillage-Peugeot, jusqu'en 1977, puis après une grosse opération financière bénéfique pour Peugeot, elle est passée à Peugeot-Loire.

La même année, Peugeot a racheté au groupe Creusot-Loire une usine à Firminy, à 12 kilomètres de St-Etienne, qui emploie 450 personnes.

Dans cette usine, devenue aussi Peugeot-Loire, étaient prévus en 1978 133 licenciements. L'action des travailleurs a réduit ce

nombre à 34, accepté par l'inspecteur du travail.

A Peugeot-Loire, à Pont-de-Roide, les ouvriers font 42 h 30 en plusieurs équipes, ils produisent des aciers laminés. Depuis 1974, où il y a eu des heures chômées, les conflits ont commencé, il y a eu 184 emplois supprimés, retraites, démissions non remplacées et depuis 1978, des jeunes qui reviennent du service militaire ne sont pas réembauchés. De plus, depuis janvier 1979, il n'y a eu que 1,9 % d'augmentation de salaire, ce qui est loin derrière l'augmentation du coût de la vie, alors que, dans le même temps, les cotisations à la Sécurité sociale et ASSEDI augmentaient d'autant.

Les organisations syndicales CGT-CFDT ont

consulté le personnel pour une forme d'action contre les heures supplémentaires : 61 % du personnel consulté s'est prononcé POUR. Les revendications sont : retour aux 40 heures sans diminution de salaire ; réembauche après le service militaire ; réouverture de l'embauche ; augmentation des salaires ; et pour les équipes en trois-huit, qui sont obligées de travailler le samedi après-midi, que le travail du samedi après-midi soit en volontariat non-obligatoire.

Depuis novembre, les syndicats CGT-CFDT ont préparé le terrain en lançant différentes actions : pétitions, débrayages et meetings.

A partir de ce samedi 10 mai, les travailleurs ont décidé de bloquer les heures supplémentaires en fin de

semaine, c'est-à-dire deux heures et demie par semaine. Les tournées font 5 cycles de 8 heures et s'arrêtent.

Les autres grévistes font leurs 40 heures et s'arrêtent en fin de semaine. Samedi 12 mai, il y a eu un rassemblement à Pont-de-Roide où les représentants CGT-CFDT ont expliqué le sens de leur lutte. Comme le faisait remarquer l'un d'eux à la tribune :

« Ce n'est qu'en se battant qu'on pourra conserver un acquis des grèves de 1936 : les 40 heures ». C'est en ce sens que la lutte de Peugeot-Loire-Pont-en-Roide doit populariser dans le groupe Peugeot de la région (en particulier les cycles de Beaulieu et les automobiles à Sochaux où l'horaire est encore de 42 h 30).

MONTPELLIER

Une pierre de plus dans la solidarité avec le peuple kampuchean

Correspondant Languedoc-Roussillon

L'E 4e anniversaire de notre indépendance nationale a été fêté cette année, non dans l'allégresse, mais

au milieu du bruit des canons et des chars de de l'ennemi envahisseur. Nous ne pouvons lever nos verres à la gloire des immenses et fondamentaux travaux accomplis par notre pays. Nous devons, avec nos larmes de colère, nous incliner devant la noble mé-

moire de nos respectés et bien-aimés compatriotes, cadres, combattants et combattantes qui souffrent ou qui tombent chaque jour sous les balles ennemies pour libérer notre pays ».

C'est par ces mots que le représentant des patriotes cambodgiens du Comité de Montpellier a ouvert la soirée, à laquelle assistaient 115 personnes.

A la tribune, aux côtés du Comité des patriotes se trouvaient des représentants de nombreuses associations d'étudiants étrangers. Un représentant du CISKD (Comité d'information et de soutien au Kampuchea démocratique) était aussi présent à la tribune. Il a annoncé la dissolution du comité et appelé ses membres à rejoindre l'Association France-Cambodge. Voici d'ailleurs ce qu'il a déclaré :

« L'Association France-Cambodge remercie le Comité des patriotes du Kampuchea de l'avoir invité (...) et surtout nous avons aujourd'hui le sentiment, comme par le passé, de nous retrouver aux côtés du peuple kampuchéan ami, au moment où celui-ci traverse de nouvelles épreuves dues à l'agression armée voulue et organisée par le gouvernement de la République populaire socialiste du Vietnam. Aussi, est-ce sans restriction, que

nous venons témoigner de notre solidarité à la lutte de résistance que mène le peuple cambodgien contre les forces d'occupation vietnamiennes.

Monsieur le président, chers amis, je me permets de vous donner connaissance de l'appel que notre association a lancé en mars 1979 pour engager à la rejoindre tous ceux qui sont d'accord pour reconnaître au peuple cambodgien le droit de former un Etat indépendant, pour rassembler tous ceux qui voient dans la situation actuelle que traverse la Cambodge, une commune nature avec celle de la période 1970-75, au moment où l'agression des Etats-Unis d'Amérique faisait rage ».

Le représentant de l'Association France-Cambodge a donné lecture de l'appel, puis ont suivi deux projections de diapositives du Comité des patriotes en France de Montpellier, préparées spécialement pour la soirée et un compte rendu du voyage de la délégation du PCML en septembre 1978.

Ensuite, un débat a eu lieu, où de nombreuses explications ont été données sur la situation au Kampuchea. Une soirée chaleureuse, une pierre de plus dans la solidarité avec le peuple kampuchéen dans sa lutte de libération nationale.



Deux jeunes paysannes du temps où le Cambodge était libre. (Photo extraite d'un album photo sur le Cambodge libéré réalisé par les journalistes marxistes-léninistes américains de The Call.)

L'HUMANITÉ ROUGE - Mardi 15 mai 1979

Culturel

CINEMA

« Couteau dans la tête »

A la recherche de la vérité des faits

Un film passe sur les écrans en ce moment « Couteau dans la tête ». Un film avec pour toile de fond la psychose policière qui règne en Allemagne de l'Ouest. Ça aussi, c'est de l'actualité européenne. Mais quelle est donc cette vérité que recherche cet homme accusé d'avoir voulu tuer un policier ?

QUI est cet homme ? où va-t-il à travers la ville ? Pourquoi ces projecteurs, ces policiers, ces jeunes se font-ils embarquer ? Mais vers où se précipite cet homme, vers qui ? Mais pourquoi ce coup de feu... ? C'est à l'hôpital qu'on commence à comprendre. Cet homme avec une balle dans la tête est biologiste. Il est séparé de sa femme. Il l'aime toujours, il allait la voir. Elle vit avec un jeune. Ce jeune a pour ennemi la police et les policiers le lui rendent bien.

La balle a fait des dégâts : destruction des centres de la mémoire, destruction de la parole. Paralyse du côté droit. L'homme devra rester longtemps à l'hôpital et avoir une longue rééducation pour retrouver ce qui s'est passé. Longtemps pour comparer les différentes versions qu'on lui donne. Pourtant, on le presse de tous les côtés.

LA POLICE VEUT QU'IL AVOUE

La police veut qu'il avoue et vite. Il avait bien un couteau. Avec ce couteau, il a poignardé un policier. Celui-ci était en légitime défense. L'enjeu est gros pour le corps de la police allemande. C'est

la chasse aux terroristes, ceux qui considèrent les flics comme des porcs, ceux qui pensent que les bons flics sont des flics morts. Quel terroriste idéal que ce joueur de couteau. Voilà un tranquille biologiste - toujours amoureux de sa femme qui vit avec un homme inscrit au fichier central - frappé d'amnésie. Que de tonnes d'encre à étaler sur les titres des six colonnes à la une des journaux. Et pendant des semaines, quel merveilleux sujet pour passionner, endormir, cacher, museler. Le danger pour tous les Allemands, c'est lui, il est là, on le tient.

C'EST LE POLICIER QUI A TIRÉ SUR LUI

Sa femme, accompagnée de son ami viendra régulièrement le voir à l'hôpital. Il faut sa présence pour qu'il retrouve vite, très vite la mémoire. Il faut qu'il se rappelle que c'est le policier qui a tiré sur lui alors qu'il était à terre. L'enjeu est gros. Il faut faire échec à la police. Des tracts, des journaux, une campagne de presse sont en préparation. Mais l'homme ne se rappelle plus. D'entrevue avec sa femme en interrogatoire avec la police, il cherche la vérité. Il s'aide de tous les moyens qui lui restent, infirmités y compris, pour sortir des mauvaises passes, interrogatoires policiers - et entrevues avec sa femme, là, si lointaine à son chevet.

Plus tard, il dira : « Les seuls qui m'aiment, ce sont les chiens et... les infirmières ». Et dans tout ce film, les seules personnes, sincères, joueuses, chaleureuses, simples qui aideront l'homme et nous ferons (peut-être) comprendre quelle est la vérité, ce seront le personnel médical et les infirmières. N.M.

THEATRE

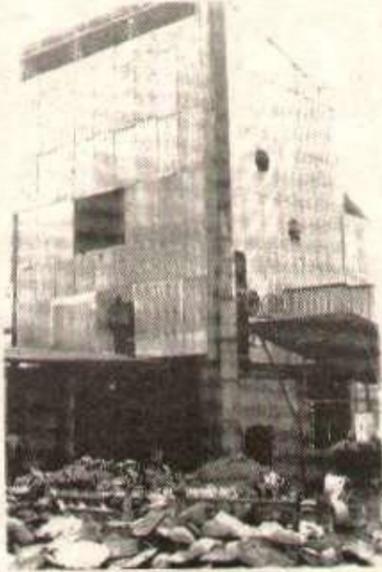
En mai, fais ce qui te plaît

TEL était le titre des journées de libre-expression immigrée organisées au théâtre des Amandiers à Nanterre ce week-end, clôturant ainsi un cycle d'activités théâtrales, artistiques spécialement sur les immigrés. Plusieurs centaines de personnes, en majorité de Français immigrés de Nanterre et des environs, beaucoup d'enfants également, se sont retrouvés dans les pièces de théâtre en arabe, dans les chants, les dessins réalisés par des hommes et des femmes (c'est à souligner) originaires d'Algérie ou d'ailleurs. Atmosphère chaleureuse, rythmée de musiques berbères où les immigrés, des amateurs, ont dit à leur façon leur vie à Nanterre. C'était encourageant de voir que beaucoup de Français étaient là, pour écouter, pour comprendre leurs voisins, leurs camarades de travail.



(Photo HR)

A la SAM, moules à pousser, à remplir et à vider à la main. Remarquez le faible espace entre deux rangées.



Le four de la fonderie de la SAM. Utilisation de vieille ferraille. Alimentation par un petit wagonnet rempli à la main.

OISEME (PRES DE CHARTRES) Soutien aux travailleurs de la SAM

REGARDEZ bien ces deux photos, elles ont été prises à la S.A.M. à Oisème dans l'Eure-et-Loir, près de Chartres. Les travailleurs de cette usine sont en grève pour des revendications portant notamment sur les conditions de travail.

A première vue, on croirait une usine en ruines, mais non, des gens y travaillent dans des conditions tellement épouvantables que même la République du centre, le journal local s'en est « ému ». Les travailleurs qui luttent pour leurs revendications ont dû affronter un commando de nerfs venus de Paris et les gendarmes. La direction, par le biais du comité d'entreprise, tente de dresser les non-grévistes contre les grévistes et a déjà publié deux communiqués dans la presse. Ces communiqués ont été signés : le comité d'entreprise S.A.M. et le personnel non-gréviste. Ces communiqués réclament la « liberté du travail ». Que c'est bien dit pour des patrons qui se moquent éperdument de la vie des travailleurs.

Le soutien le plus large doit se faire autour des travailleurs de la S.A.M. Notre parti, par sa cellule de Chartres, participe à ce soutien. Mais ce n'est pas suffisant, surtout que le patron ne recule devant aucune provocation et que les ouvriers grévistes sont en majeure partie des immigrés qui montrent une fois de plus que leur combat sert tous les travailleurs et qu'ils ne sont pas des « briseurs de grève ».

ATELIERS SNCF D'HELLEMES (NORD)

Halte à la répression anti-syndicale !

LE 4 mai 1979, une manifestation et une grève d'une demi-heure étaient organisées par la CGT-CFDT des ateliers d'Hellemes, dans le hall du montage, pour protester contre les décisions gouvernementales portant atteinte aux libertés de manifestation, suite aux incidents du 23 mars à Paris, provoqués par le gouvernement lui-même.

Résultat de cette manifestation aux ateliers : blâme avec inscription au dossier et retenue d'une heure sur salaire.

En plus, deux camarades, R. Devos et R. Coupigny, avaient pris la parole en tant que responsables syndicaux. La direction les sanctionne en leur retirant un douzième de prime de fin d'année, ce qui équivaut à 350 F.

Nous voyons que la direction est en droite ligne avec celle du gouvernement dont les atteintes aux libertés de manifestation, de grève, d'affichage et maintenant aux libertés syndicales, ne cessent de prendre une ampleur considérable ; ici, aux ateliers, toutes les affiches que la CGT avait mise sur ses panneaux syndicaux en expliquant aux cheminots de se tenir prêts à l'action ont été arrachées par des serveurs de la direction.

Cela s'est passé dans la semaine du 23 au 27 mars. La riposte ne s'est pas fait attendre et c'est quelque cinq cents cheminots déterminés à défendre leur liberté et à s'expliquer avec la direction qui sont allés, vendredi 4 mai à 10 heures, devant le bureau du chef d'établissement.

Devant le refus catégorique de ce dernier de recevoir les délégués si les cheminots n'avaient pas repris leur travail, il s'est alors engagé une épreuve de force et les travailleurs sont rentrés dans le bureau.

C'était formidable. Là, nous avons vu de près la direction qui pensait sans doute sanctionner tranquillement sans que les cheminots réagissent. Ils nous ont déclaré n'avoir aucun moyen d'agir ; pour sanctionner, ils en avaient.

Il faut remarquer la collaboration et la démobilisation qu'ont fait les délégués FO et, en plus, ils emploient les mêmes paroles que la direction au sujet du maintien de l'entreprise. Comme si c'était les travailleurs qui cassaient les entreprises.

Enfin, pour l'instant, les sanctions ne sont pas levées. Les syndicats ont été reçus à la direction régionale qui a refusé d'enlever les sanctions. D'autres actions sont envisagées.

GRENOBLE

La lutte pour la réintégration de Boisgontier continue

VENDREDI 4 mai, les personnels des universités et du CNRS de Grenoble ont débrayé massivement à l'appel de l'intersyndicale (SGEN-CFDT, CGT, FEN) pour soutenir Pierre Boisgontier à qui l'on refuse son intégration au CNRS pour motifs politiques (voir les deux articles précédents).

Pendant ce temps, une délégation intersyndicale était reçue par M. Creyssel (direction du CNRS) à Paris.

M. Creyssel devait déclarer à cette occasion qu'il était « favorable à l'intégration » de Boisgontier mais que la décision dépendait du ministère des universités qui refusait cette intégration.

Au niveau de Grenoble, plusieurs actions sont prévues dans les jours à venir : nouvelles mobilisations du personnel, Boisgontier qui occupait les locaux du CNRS, à Grenoble, pendant les heures de bureau, poursuivra cette occupation dans différents bâtiments du campus de Grenoble.

Une démarche syndicale aura lieu avec le Syndicat de la Magistrature auprès de la préfecture de l'Isère,

une démarche intersyndicale et de personnalités scientifiques au rectorat.

Il y aura aussi une conférence de presse, des motions dans les conseils d'université.

Il faut souligner qu'une unité très large a pu se faire car nous sommes tous décidés à ne laisser passer aucune interdiction professionnelle.

Les militants du PCML des Universités de Grenoble.

GARD

Solidarité avec les travailleurs de la SPRA

Communiqué du PCML

LES travailleurs de la SPRA (Société provençale de résine appliquée), à Sauveterre (Gard), viennent d'être, une fois de plus, touchés par la répression patronale : licenciements et mise à pied de délégués syndicaux.

Le patron, Rossi, un disciple de Furmon, ne supporte pas que les travailleurs s'organisent dans les syndicats et réclament leurs droits ; et il ne manque pas d'en faire payer les frais aux délégués syndicaux, et ce, depuis trois ans.

Mais une fois de plus, les travailleurs de la SPRA ne se laissent pas faire et organisent la lutte pour la réintégration des délégués et pour la liberté syndicale et d'opinion dans l'entreprise.

Notre parti soutient leur juste combat contre ce patron de choc, et nous appelons à la solidarité avec eux, dans la lutte.

Cellule Vincent Faïta du PCML.

MANCHE

Mouvement de grève à Cherbourg

LUNDI dernier, les travailleurs du bâtiment de l'entreprise « travaux publics du Cotentin » ont débrayé. En manifestation, ils ont parcouru le centre ville jusqu'aux bureaux de la direction pour exiger une augmentation de salaire.

Aux usines « Simon frères », toujours à Cherbourg (« Simon la misère » comme l'appellent les travailleurs cherbourgeois), les ouvriers ont défilé dans les ateliers dans la matinée de lundi pour exiger une augmentation de salaires.

Jusqu'au 10 mai, la direction refuse de discuter de cette question avec les représentants CGT-CFDT du personnel.

Parmi les autres revendications des travailleurs, il y a : prime annuelle de 1 200 F en compensation de la perte du pouvoir d'achat, réduction du temps de travail.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

Programme de la rétrospective des films de Joris Ivens

Centre Pompidou - Salle de la cinémathèque française
Se étage - Entrée par le restaurant.

MERCREDI 16 MAI - 17 h :
- La flèche ardente, 1911 (7' muet)
- Étude des mouvements, 1928 (4' muet)
- Le Pont, 1928 (11' muet)
- Les Érisants, 1929 (11' muet)
- La Pluie, 1929 (12' muet)
- Piloter, 1929 (10' muet).

MERCREDI 16 MAI - 19 h :
- Symphonie industrielle, 1931 (10' muet)
- Chanson des Héros (Komsomol), 1932 (50', titres lus)

JEUDI 17 MAI - 17 h :
- Borinage, 1933 (34', version française)
- Nouvelle terre, 1934 (30', sous-titres français)
- L'électricité et la campagne, 1940 (33', version anglaise)

JEUDI 17 MAI - 19 h :
- La Terre d'Espagne, 1936 (52', version française)
- Notre Front russe, 1941 (38', version anglaise)

VENDREDI 18 MAI - 17 h :
- Les 400 millions, 1939 (53', version anglaise)
- Indonesia calling, 1946 (22', version anglaise)

VENDREDI 18 MAI - 19 h :
- Les Premières années, 1948

SAMEDI 19 MAI - 17 h :
- La Paix vaincra, 1951 (90')

SAMEDI 19 MAI - 19 h :
- Le Chant des fleuves, 1954 (90')
- Mon Enfant, 1956 (12')

DIMANCHE 20 MAI - 17 h :
- La Rose du vent, 1956 (100')

DIMANCHE 20 MAI - 19 h :
- La Seine a rencontré Paris, 1957 (32')
- Printemps précoce, 1958 (38')
- 600 Millions avec nous, 1958 (12')

GARGES (région parisienne)

Les résidents vous ouvrent les portes

A la demande de la Sonacotra, le tribunal de grande instance de Pontoise a condamné les 308 résidents à l'expulsion et à la fermeture du foyer à partir du 1er mai 1979. Les résidents vous ouvrent les portes les 19 et 20 mai au foyer de Garges, 7 rue des prieures.

Au programme : samedi 19 et dimanche 20, 24 h sur 24 : musique et chansons, visite des chambres, théâtre, danses folkloriques, film et montage diapositives, intervention et débat à partir de 16 heures.

ASSOCIATIONS DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

17 mai - Châtillon-sous-Bagneux

Au foyer des jeunes travailleurs, 1, rue Jean Richepin, à 20 h 30. Soirée d'amitié franco-chinoise : diaporama : « En Chine, du matin au soir » et débat.

14 au 26 mai - Les Ulis

Au centre Jacques Prévert, place du Berry (face à la mairie) exposition de photos : « La vie quotidienne en Chine ».

29 mai au 2 juin - Corbeil

Maison de quartier de Montconseil : exposition de photos.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 61 - Paris Cédex 18.

NOM Prénom
Profession
Adresse complète

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drafsne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

A l'occasion de ses 80 ans, hommage à Beaubourg au cinéaste Joris Ivens

50 ans à filmer la lutte des hommes et leurs espoirs

« Joris Ivens, 50 ans de cinéma », c'est l'exposition qui se tient en ce moment à Beaubourg, en hommage aux 80 ans de celui qu'on a appelé « le Hollandais volant ». La caméra au poing, il a toujours été au rendez-vous de l'histoire, partout où les peuples s'unissent, se dressent contre l'oppression pour édifier une société nouvelle. Nous lui devons cinquante ans de cinéma. Et pas n'importe quel cinéma : son studio : les champs de bataille d'Espagne en 1937, les collines chinoises en 1938, en pleine guerre antijaponaise, les rizières laotiennes, vietnamiennes en 1967-1968. Ses acteurs : les mineurs du Borinage, les Républicains espagnols, les combattants chinois en 1938, les maquisards vietnamiens en lutte contre l'impérialisme US. Partout où soufflait le vent de l'histoire, celui qui marque l'avancée des peuples contre l'impérialisme était là. Récemment, il nous a offert douze heures de films sur la vie du peuple chinois.

Nul mieux que lui n'a su traduire avec chaleur et poésie, la souffrance mais aussi la marche en avant des hommes comme il l'a fait pendant un demi-siècle. Un hommage lui était dû.

« **U**NE goutte d'eau peut refléter l'univers » aimaient à dire Eisenstein et Dovjenko, ces grands cinéastes de l'URSS socialiste. Cette citation, rapportée par Georges Sadoul, peut caractériser l'œuvre de Joris Ivens. En effet, qu'il filme le reflet des passants sur le sol mouillé d'Amsterdam ou la Provence sous le mistral, comme dans les films *La pluie* ou *Pour le mistral*, Joris Ivens s'attache toujours à montrer les hommes et leurs réactions dans une situation donnée, que ce soit contre les éléments naturels ou contre l'exploitation et l'oppression : « Mais toute la vie et les hommes, leur marche, leurs actions, se transforment sous l'influence de la pluie : les hommes se défendent à coups de parapluie, les enfants jouent, les vieux la subissent, écrasés (...). Je voudrais qu'au sortir du théâtre, les spectateurs retrouvent le plaisir de la vie avec la vue du soleil ».

Ce que disait Joris Ivens en 1929 à propos d'un de ses premiers films, on pourrait le dire de tous ses films. Chacun de ses films donne aux spectateurs l'envie de s'unir, de se battre pour changer le monde. Comment Ivens parvient-il à cela ? Parce qu'il sait montrer dans chaque situation l'élément humain, Ivens ne montre pas des tenants fanatiques d'une idéologie qui les dépasserait, en dehors d'eux ; ses films ne sont pas formés de discours mis bout à bout. Non, tout simplement, il nous montre des hommes qui se battent pour vivre et vivre libres, pour travailler sans être exploités, pour aimer : dans *Terre d'Espagne*, tourné en 1937, sur la lutte du peuple espagnol contre Franco, soutenu par Hitler et Mussolini, que fait-il ? Alors qu'on lui avait donné un scénario de fiction montrant l'histoire de l'Espagne depuis l'abdication d'Alphonse XIII, lui n'en tint pas compte et il partit sur le front pour filmer la réalité : le peuple espagnol combattant contre les franquistes et pour mettre en valeur sa terre.

Il met en parallèle deux batailles : celle du front contre les fascistes, soutenus par Hitler et Mussolini, et tout un village qui partage les terres du seigneur féodal et qui s'organise pour vaincre la sécheresse. C'est l'occasion de splendides images sur l'eau qui afflue dans les terres par les canaux, fruits du travail collectif, canaux qui symbolisent l'élan de tous les paysans.

« Pour réussir un film vivant et profond, il faut introduire l'homme individuel, montrer sa vie personnelle. Il faut que le public reconnaisse son héros, dans le film documentaire comme dans le film romancé ».

LA RÉALITÉ VIVANTE

En 1950, lors d'un hommage en son honneur à la salle Pleyel, Joris Ivens s'adressa ainsi aux spectateurs : « Vous voulez voir des films qui vous montrent des hommes, des hommes réels, qui vous montrent leur vie quotidienne et leur lutte pour améliorer cette vie. Et c'est ainsi par vous que le réalisateur apprend le vrai sens de son travail. La réalité vivante qui l'entoure devient la source de ses émotions artistiques. Elle lui donne sa puissance créatrice et un riche choix de sujets pour de nouveaux films ».

Et Joris Ivens observe les hommes, pas les parasites, mais les travailleurs. Que ce soit les mineurs du Borinage, en Belgique, les constructeurs de digues en Hollande, les ouvriers du bâtiment, des combattants antifascistes espagnols et chinois ou les ouvriers et les paysans chinois dans *Comment Yukong déplaça les montagnes*.

« Il faut patiemment observer et encore observer, voir comment un maçon commence son travail et voir l'expression de son visage quand il a terminé sa tâche, sa fierté professionnelle quand il regarde pour un instant ce qu'il vient de construire. Il faut connaître aussi ses rapports avec ses camarades. Il faut lier le tout ensemble pour créer un portrait cinématographique du maçon dans son travail ».

UN GRAND POÈTE

Joris Ivens sait peindre l'homme en action et transformer le travail, l'action collective des hommes en épopée. Dans le *Zuiderzee*, il montre les constructeurs qui jettent une digue contre la mer déchaînée. *Le chant des fleuves* est un film presque qui montre la beauté de la terre mais aussi la misère dans laquelle vit une partie de l'humanité. Dans la première partie, on voit le Mississippi, le Gange et le Nil. La dernière partie est centrée sur trois autres fleuves : le Yan-tse, la Volga et l'Amazone. Dans ces régions, les ouvriers poursuivent la lutte pour changer leurs conditions de vie (c'était en 1953, l'URSS était encore socialiste). A travers ce film, Ivens a réalisé un hymne aux travailleurs et aux peuples du monde dont la lutte forme un seul fleuve capable de tout balayer. Dans *Valparaiso*, tourné en 1962, le film commence en noir et blanc ; c'est la misère puis passe à la couleur rouge et sang : la révolte, enfin en couleur : c'est l'espoir.

UN GRAND DOCUMENTARISTE

Sous l'influence de la bourgeoisie et de « ses usines à rêve » que sont les studios, on a trop souvent considéré le documentaire comme un art mineur. Bien à tort, Joris Ivens a prouvé le contraire. Il dit en parlant de son film *Le 17e parallèle* :

« C'est un documentaire dans le sens le plus profond du terme : exprimer les relations entre les êtres et les événements ».

Et il insiste beaucoup sur la nécessité de bien maîtriser la technique, mais aussi sur le travail collectif avec l'équipe du film et surtout avec les gens, les travailleurs qui sont filmés. Le documentaire a beaucoup apporté au cinéma dit de fiction, celui qui raconte une histoire, que ce soit pendant la période des années 30 avec Vigo, Carné et surtout Renoir,



« Comme dans un film de fiction »

« Ça s'est passé dans un endroit tout à fait obscur, comme dans un film de fiction, mais avec un peu de documentaire ! Le taxi s'arrête, un homme y entre, je lui donne la caméra, et il disparaît. Bon, je sais que la caméra sera bien utilisée. Et Tchiang Kai Chek n'en a jamais rien su ». C'est ainsi que Joris Ivens raconte la façon dont, en 1938, il a fait cadeau de sa caméra aux communistes chinois de la Huitième armée de route, basée au Yénan et qui combattait les Japonais. Ce n'est que 20 ans après, en 1958, que Joris Ivens a pu voir le visage de celui à qui il avait donné la caméra. Il était devenu directeur adjoint de l'académie du cinéma. La caméra, elle, se trouvait au musée de la révolution. C'est grâce à cette caméra que les Chinois de la Huitième armée de route à Yénan ont pu réaliser le premier film révolutionnaire de l'histoire de la Chine. « J'ai donné ma caméra aux gens de Yénan, sans savoir ce qu'il en adviendrait, parce que j'avais une telle confiance en eux que je pouvais parler sur le futur ».

(extrait de « Le cinéma chinois » de Régis Bergeron)

ou bien au néo-réalisme italien avec les films tournés en extérieur, sans acteur professionnel, ou plus récemment en France avec le cinéma militant ou même la comédie à la française. Celui qui disait : « Je veux marier la forme lyrique avec le style de reportage » se place parmi les grands du cinéma.

« MON MEILLEUR SCÉNARISTE, C'EST L'HISTOIRE »

« On me dit que j'ai le flair du futur. En fait, dans les documentaires, si l'on veut atteindre la vérité dans le développement dynamique de l'histoire, cela revient à approfondir l'actualité pour toucher la vérité historique. Mon meilleur scénariste, c'est l'histoire ».

Avec les mineurs dans la grande grève du Borinage, avec les ouvriers russes en 1932, le peuple chinois en 1938 contre le fascisme, puis en 1967 contre l'impérialisme US qui attaque les peuples indochinois, et enfin récemment avec le peuple chinois qui construit une société socialiste, Joris Ivens a toujours mis sa caméra au service des travailleurs et des peuples. Et c'est Zhou Enlai qui lui a dit : « Oui, je comprends, tu donnes la parole au peuple ». Et l'histoire que nous a racontée ce grand maître du cinéma-vérité, c'est l'histoire de la lutte

des peuples pour leur libération. La seule histoire vraie.

Léon CLADEL

* L'exposition se tient du 9 mai au 2 juillet 1979 au centre Georges Pompidou sur le plateau de Beaubourg à Paris. Dans la salle du rez-dechaussée à droite, en entrant, Métro Rambuteau, Hôtel de ville ou Réaumur-Sébastopol.

* LIVRES CONSEILLÉS : JORIS IVENS de Robert Grelier aux Éditions français réunis : 12 F en vente aux Herbes sauvages. Ce livre édité en 1965 ne rend pas compte de toute la production récente de J. Ivens relative à la guerre du Vietnam et aux films sur la Chine.

JORIS IVENS : par l'association Cinéma politique, très complet (édité en hommage à Joris Ivens pour ses 80 ans). En vente aux Herbes sauvages (20 F).

JORIS IVENS : 50 ANS DE CINÉMA. Complet (Édition : centre Georges Pompidou - 60 F). En vente à l'exposition.

LE CINÉMA CHINOIS de Régis Bergeron. Un livre passionnant qui aide à mieux comprendre Joris Ivens et le cinéma en général (à ne pas manquer en page 150 l'épisode de la caméra). Éditions Alfred Eibel, en vente aux Herbes sauvages.

Où se procurer les films de Joris Ivens :

FFCC : 6, rue Ordener - 75018 Paris.

Jean VIGO : 8, rue Lamarck - 75018 Paris.

Argos film : 3, rue Édouard

Nortier - 92 Neuilly

Capi-film : 61, rue des St-Pères - 75006 Paris